

INTRODUCTION DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU 5 OCTOBRE 2018 A FESSENHEIM.

C'est en riverain inquiet de la doyenne des centrales nucléaires françaises de Fessenheim, que je remercie la députée du Bundestag, Mme Sylvia KOTTING-UHL et l'ancien membre de la commission de sûreté nucléaire allemande, M. Manfred MERTINS, d'avoir accepté de venir aujourd'hui en France à Fessenheim participer à cette conférence de presse de la catastrophe.

Devant nous se trouve la catastrophe, avec la centrale nucléaire de Fessenheim encore en fonctionnement aujourd'hui, malgré son âge et son réacteur numéro 2 non conforme.

Devant nous se trouve la catastrophe dans la France entière avec son vieux parc de centrales nucléaires à démanteler, son EPR sans avenir réalisé par des amateurs et son cimetière de déchets nucléaires annoncé à Bure.

Le nucléaire est une catastrophe technologique lorsque survient l'accident majeur comme à Tchernobyl ou à Fukushima et lorsque qu'on laisse des déchets hautement dangereux qui vont durer des millions d'année à nos enfants et petits enfants.

Le nucléaire est une catastrophe économique avec des milliards de déficit.

Le nucléaire est une catastrophe politique avec des élus en France qui refusent de voir la réalité alors qu'on sait produire aujourd'hui l'électricité autrement.

Alors, lorsque nous invitons une députée allemande et un expert nucléaire allemand à venir en France, c'est parce que l'Allemagne et son économie florissante est sur le chemin de la sortie du nucléaire, c'est parce que dans le pays le plus nucléarisé du monde, on ne peut pas avoir confiance dans les informations données en matière de nucléaire en France.

En effet, c'est d'Allemagne qu'on apprend au printemps 2016 que 2 ans avant, le 9 avril 2014, on a perdu le contrôle du réacteur nucléaire numéro 1 à Fessenheim.

C'est enfin la députée allemande Sylvia KOTTING-UHL qui le 14 septembre 2018 rend public un document confidentiel du gendarme du nucléaire français publié par Mediapart, où l'on découvre qu'on nous a caché des incidents nucléaires en France.

Alors cette ingérence nucléaire allemande est légitime car en cas de catastrophe nucléaire à Fessenheim, les premières victimes seront les 500 000 Allemands qui vivent dans le bassin de Freiburg en Brisgau.

Gabriel WEISSER

Riverain inquiet de la doyenne des centrales nucléaires françaises.